REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE
Union - Discipline - Travail

EXPEDITION

**DECISION N° CI-2016-EL-269/27-12/CC/SG
du 27 décembre 2016 relative à la requête
de Madame Fatoumata TRAORE épouse DIOP
et Monsieur KONAN Kouakou Raymond**

AU NOM DU PEUPLE DE COTE D'IVOIRE,

LE CONSEIL CONSTITUTIONNEL,

- Vu** la Constitution ;
- Vu** la Loi N°2000-514 du 1^{er} août 2000 portant Code électoral telle que modifiée par les Lois N°2012-1130 du 13 décembre 2012, N°2012-1193 du 27 décembre 2012, N°2015-216 du 02 avril 2015 et N°2016-840 du 18 octobre 2016 ;
- Vu** la Loi organique N°2001-303 du 05 juin 2001 déterminant l'organisation et le fonctionnement du Conseil constitutionnel ;
- Vu** la Loi N°2001-634 du 09 octobre 2001 portant composition, organisation, attributions et fonctionnement de la Commission Electorale Indépendante (CEI), telle que modifiée par la Loi N°2004-462 du 14 décembre 2004, les Décisions N°2005-06/PR du 15 juillet 2005, N°2005-11/PR du 29 août 2005, les Lois N°2014-335 du 18 juin 2014 et N°2014-664 du 03 novembre 2014 ;
- Vu** le Décret N°2005-291 du 25 août 2005 déterminant le règlement, la composition et le fonctionnement des services, l'organisation du Secrétariat général du Conseil constitutionnel, ainsi que les conditions d'établissement de la liste des rapporteurs adjoints ;

Vu la requête de Madame FATOUMATA TRAORE épouse DIOP et Monsieur KONAN KOUAKOU RAYMOND, en date du 23 décembre 2016, enregistrée au Secrétariat général du Conseil constitutionnel le 23 décembre 2016, sous le numéro 101/2016/EL ;

Vu le mémoire en défense de Madame ANIGO AFFOUE épouse ATTOUNGBRE et Monsieur KOUADIO KOUAKOU MARTIN en date de 24 décembre 2016 ;

Vu les pièces du dossier ;

Ouï le Conseiller-Rapporteur ;

Considérant que, par la requête susvisée, Madame FATOUMATA TRAORE épouse DIOP et Monsieur KONAN KOUAKOU RAYMOND, candidats à l'élection des députés à l'Assemblée nationale du 18 décembre 2016, ont saisi la juridiction constitutionnelle d'une demande aux fins d'annulation de l'élection de Madame ANIGO AFFOUE épouse ATTOUNGBRE et Monsieur KOUADIO KOUAKOU MARTIN, dans la circonscription électorale n°061, de Bounda, Brobo et Mamini, Communes et Sous-Préfectures, Bouaké Sous-Préfecture ;

Considérant qu'au soutien de leur demande, ils exposent que dans ladite circonscription électorale, l'élection a été affectée d'irrégularités de nature à entrainer son annulation notamment des bourrages d'urnes, le non- respect du délai de la campagne électorale, la subornation d'électeurs, la corruption d'un membre de la CEI, des irrégularités dans les bureaux de vote ;

Considérant que dans leur mémoire en défense, Madame ANIGO AFFOUE épouse ATTOUNGBRE et Monsieur KOUADIO KOUAKOU MARTIN, candidats proclamés élus, rejettent l'ensemble des griefs articulés par les requérants ;

Considérant, sur la recevabilité de la requête, que Madame FATOUMATA TRAORE épouse DIOP et Monsieur KONAN KOUAKOU RAYMOND, étaient effectivement candidats dans la circonscription électorale n°061, de Bounda, Brobo, Mamini, Communes et Sous-Préfectures, Bouaké Sous-Préfecture ; qu'ils ont donc qualité pour agir en application de l'article 101 nouveau alinéa 1^{er} du Code électoral qui prescrit que « le droit de contester une élection dans une circonscription donnée appartient à tout candidat, toute liste de candidats, tout Parti ou Groupement politique ayant parrainé une candidature dans le délai de cinq (05) jours francs, à compter de la date de proclamation officielle des résultats par la commission chargée des élections » ; que, par ailleurs, la requête respecte les conditions de forme et de délai prévues par la loi et doit en conséquence être déclarée régulière et recevable ;

Considérant, sur le fond, que pour accréditer le grief de bourrage d'urnes, les requérants expliquent, tout d'abord, que le bureau de vote BV II de Pokoukro, dans le canton de N'Dranouan, a été fermé avant l'heure légale de clôture du scrutin, soit à 16 heures 35 minutes au lieu de 18 heures, ce qui, d'une part, a privé de vote, dans un canton qui est leur fief électoral, leurs électeurs, occupés aux travaux champêtres, et qui, revenus des champs n'ont pu voter, à cause de la fermeture anticipée et illégale du bureau de vote en question, et, d'autre part, favorisé le bourrage d'urnes ;

Qu'ils expliquent, ensuite, que de faux procès-verbaux destinés à favoriser ou à faciliter le bourrage des urnes ont été fabriqués ; qu'à titre d'exemple, les procès-verbaux du bureau de vote n°032 de l'EPP M'Brakro présentent des différences d'informations et de mentions entre les pages blanches et les pages jaunes qui attestent qu'il s'agit de procès-verbaux étrangers à la réalité des votes, fabriqués pour occulter les bourrages d'urnes, et régulariser les résultats provisoires proclamés par la CEI ;

Que ces irrégularités sont de nature à entacher la sincérité du scrutin et en à affecter le résultat d'ensemble ;

Considérant, cependant, **qu'il** est constant, comme résultant du procès-verbal du bureau de vote BV II de Pokoukro, que le scrutin a été clôturé à 18 heures, tel que mentionné audit procès-verbal, et signé par tous les protagonistes, y compris le représentant des requérants qui n'a fait aucune observation ou réclamation d'une quelconque fermeture anticipée dudit bureau de vote ; que dans ces conditions, il y a lieu de dire que le scrutin a respecté les dispositions de l'article 33 du code électoral, et de déclarer les requérants mal fondés en leur moyen ;

Considérant qu'il est également constant que les procès-verbaux du bureau de vote de l'EPP M'Brakro, qualifiés de faux, ont été tous signés par les représentants des requérants ; que ceux-ci, sauf à se prévaloir de leur propre turpitude, ne peuvent raisonnablement accuser leurs propres représentants d'avoir participé à la confection de faux procès-verbaux, dont ils n'indiquent d'ailleurs pas ceux qui les auraient fabriqués ; qu'au surplus le dépouillement des votes est loin d'attester un quelconque bourrage d'urnes, les requérants ayant recueilli au bureau de vote n°032 de l'EPP M'Brakro quarante-deux (42) voix contre sept (07) pour leurs adversaires, et partagé également les voix (23 et 23) au BV II de Pokoukro ; que la preuve de bourrage d'urnes n'est donc pas rapportée ;

Qu'il convient de dire que les requérants sont mal fondés en leur moyen ;

Considérant sur le deuxième moyen des requérants tiré du non-respect de la date de clôture de campagne électorale et de subornation d'électeurs, que les demandeurs exposent qu'après la clôture officielle de la date de campagne électorale, leurs adversaires, Madame ANIGO AFFOUE épouse ATTOUNGBRE et Monsieur KOUADIO KOUAKOU MARTIN, ont distribué à plusieurs chefs de village diverses sommes d'argent

dans le but de les suborner, et, se faisant, violé les dispositions de l'article 31 du Code électoral ;

Considérant cependant, d'une part, **que** l'article 31 visé au moyen qui « interdit d'apposer des affiches, de signer, d'envoyer ou de distribuer des bulletins de vote, circulaires ou professions de foi dans l'intérêt d'un candidat ou liste de candidats en dehors de la période réglementaire de campagne », est étranger aux faits allégués, non démontrés de surcroît, les requérants disant offrir d'apporter la preuve par témoignage à la discrétion de la juridiction constitutionnelle ; que d'autre part, il n'appartient pas à cette juridiction de contribuer à la recherche des preuves, qui incombent principalement aux requérants, surtout en l'absence d'éléments pouvant constituer un commencement de preuves ;

Que les requérants ne sont donc pas fondés en ce moyen ;

Considérant, s'agissant du moyen des requérants tiré de la corruption de membre de la CEI, que les demandeurs expliquent, à partir d'une photographie, annexée à un procès-verbal de constat et d'audition, établi par Maître BOHOUSSOU KOUASSI JEAN CLAUDE, Huissier de Justice, le 13 décembre 2016, que le président de la CEI locale de Brobo a été corrompu par Madame ANIGO AFFOUE épouse ATTOUNGBRE et Monsieur KOUADIO KOUAKOU MARTIN, et que dans ces conditions, les résultats proclamés par la CEI sont sujet à caution en raison de la partialité dont a dû faire preuve le président de la CEI locale ;

Considérant cependant **que** le procès-verbal de constat et d'audition susvisé ne comporte aucune indication concernant la personne photographiée de dos, et donc de son identité ; que rien, dès lors, ne soutient l'affirmation des requérants selon laquelle la personne ainsi photographiée serait le président de la CEI locale ; que par ailleurs, le procès-verbal ayant été établi le 13 décembre 2016, soit bien avant l'élection, les requérants avaient toute latitude d'en référer à la CEI centrale ou aux

juridictions compétentes, si tant est que leurs allégations de corruption du président de la CEI locale étaient avérées ;

Qu'il convient de dire que cet autre moyen n'est pas fondé ;

Considérant, s'agissant du grief des requérants tiré des irrégularités dans certains bureaux de vote, tels que le BV021 place publique Bamoro Baoulé, les BV01 et BV02, le BV022 place publique Ahoissi Takikro, le BV025 EPP Akpokro, que les demandeurs exposent qu'il a été remis à leurs représentants dans ces bureaux de vote des feuilles de pointage des résultats, peu renseignées, au lieu des procès-verbaux de dépouillement des votes sécurisés avec un sticker ; que ces faits sont constitutifs d'irrégularités qui ont entaché gravement l'élection dans leur circonscription électorale et sont de nature à affecter la sincérité du scrutin ;

Considérant cependant **que** les requérants ne contestent pas que lesdits procès-verbaux ont été signés de leurs représentants ; qu'ils ne rapportent pas non plus, en dehors de vagues allégations, une quelconque preuve que les résultats indiqués sur les feuilles de pointage sont distincts de ceux sortis des urnes, qui ont consacré la victoire de leurs concurrents à hauteur de 52,64% contre 47,36% ;

Qu'il convient de dire que cet autre moyen n'est pas davantage fondé ;

Considérant, ainsi, au total, **que** la requête s'avère mal fondée et doit être rejetée ;

Décide :

Article premier : Déclare en la forme la requête de Madame FATOUMATA TRAORE épouse DIOP et de Monsieur KONAN KOUAKOU RAYMOND, régulière et recevable ;

Article 2 : Déclare ladite requête mal fondée et la rejette ;

Article 3 : Dit que la présente décision sera notifiée aux requérants, aux candidats ANIGO AFFOUE épouse ATTOUNGBRE et KOUADIO KOUAKOU MARTIN dont l'élection est contestée, à l'Assemblée nationale, ainsi qu'à la Commission Electorale Indépendante (CEI) et publiée au Journal Officiel de la République de Côte d'Ivoire ;

Décision délibérée par le Conseil constitutionnel en sa séance du 27 décembre 2016 ;

Où siégeaient :

Mesdames et Messieurs

Mamadou KONE,	Président
Hyacinthe SARASSORO,	Conseiller
François GUEI,	Conseiller
Emmanuel TANO Kouadio,	Conseiller
Loma CISSE épouse MATTO,	Conseiller
Geneviève Affoué KOFFI épouse KOUAME,	Conseiller
Emmanuel ASSI,	Conseiller

Assistés de Monsieur COULIBALY-KUIBIERT Ibrahime, Secrétaire Général du Conseil constitutionnel, qui a signé avec le Président.

Le Secrétaire Général

Le Président

COULIBALY-KUIBIERT Ibrahime

Mamadou KONE

POUR EXPEDITION CERTIFIEE CONFORME A LA MINUTE

Abidjan, le

Le Secrétaire Général

COULIBALY-KUIBIERT Ibrahime